

Monsieur l'Orateur, je demande à cette Chambre un vote de confiance; cela nous permettrait de réaliser le programme qu'on nous a empêchés de mettre en pratique. Je ne plaide aucune cause, mais je suis convaincu que les Canadiens aimeraient nous voir mener à bien notre programme législatif et faire adopter nos prévisions budgétaires. Ainsi nous pourrions dire à nos compatriotes: «Vous nous avez confié un mandat, incertain il est vrai; comme l'a affirmé le député de Red-Deer (M. Thompson), la Chambre se compose de minorités, mais ce mandat dont on nous a chargés, nous l'avons accompli.»

Nous voulons servir le peuple, mais nous le servirions mal en lançant en ce moment une campagne électorale. L'autre jour, il m'a semblé distinguer les avantages que présenteraient les élections, car je pensais que nous y gagnerions du point de vue politique, mais je me suis demandé quelles en seraient les répercussions sur une économie en expansion, à court comme à long terme. Il nous faut consigner au recueil des statuts des mesures qui soutiendraient cet essor. Je demande à tous les députés un vote de confiance.

**L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, je ne serais pas intervenu de nouveau dans le débat n'eussent été les observations du premier ministre, dont un si grand nombre s'adressaient à moi, et celles qu'a formulées le leader de la Chambre hier soir, qui me visaient personnellement pour la plupart, me mettant au défi de faire ceci et de dire cela. J'estime donc devoir accepter l'invitation que le premier ministre m'a réitérée cet après-midi, d'un ton si bienveillant, à exposer mes vues sur certaines questions, car apparemment mon intervention précédente n'avait pas réussi à le convaincre.

Monsieur l'Orateur, nous avons entendu le premier ministre demander instamment aux partis d'opposition de lui accorder leur appui pour qu'il puisse se maintenir au pouvoir, non pas pour terminer sa tâche, mais afin d'entreprendre les travaux qu'il avait promis.

Le premier ministre et ses amis nous accusent d'être avides de pouvoir, alors que nous faisons notre devoir, en tant qu'opposition, saisissant chaque occasion légitime de nous débarrasser de ce gouvernement qui a accompli si peu pour les Canadiens. Comment qualifier cet appel du premier ministre en faveur d'un gouvernement qui a échoué pendant cinq ans, nous demandant de lui donner une autre occasion de saisir le Parlement de ses mesures législatives? Cela me rappelle l'histoire de l'adolescent qui avait tué son père et sa mère à coups de hache et qui implorait ensuite la clémence du juge parce qu'il était orphelin.

C'était un appel à la force et à l'appui de ces éléments dont le premier ministre a besoin s'il veut éviter la défaite ce soir, et c'est pourquoi il a fait cet appel direct et bien clair aux partis qui siègent à ma gauche. Il est même allé jusqu'à murmurer quelque chose comme «il n'est pas de plus grand amour» en cherchant à récuser notre droit de nous adresser à tout le monde en cette Chambre. Il cherchait apparemment à affaiblir les demandes que j'aurais pu faire.

Je ne me souviens pas d'avoir fait d'appel pathétique. Les membres des autres partis feront ce qui leur semble juste et bon pour le pays. Telle est la situation. Je pourrais peut-être paraphraser la citation du premier ministre au sujet du plus grand amour. En songeant à ce qui s'est passé depuis quelques jours, on pourrait peut-être dire qu'il n'est pas de plus grand amour que de «donner» un ami pour sauver sa vie. Toutefois, à mon avis, le premier ministre, qui a reçu un solide appui de son entourage—appui qu'il a apprécié, j'en suis sûr, tout comme, de mon côté, je ne manque pas d'apprécier celui que j'ai le privilège de recevoir—le premier ministre, dis-je, mérite le même genre d'admiration et de sympathie qui sont accordées au chirurgien faisant une ablation d'appendice sur la table de cuisine d'un navire en détresse, au plus fort d'un orage, dans l'Atlantique Nord. Il fait sûrement de son mieux, avec les moyens dont il dispose et dans les circonstances où il se trouve.

Cet après-midi, il a fort insisté sur le fait que toutes les rumeurs qui circulent proviennent de la fabrique de propagande du parti libéral. Monsieur l'Orateur, depuis quand la fabrique de propagande du parti libéral a-t-elle son siège dans le bureau d'un membre du cabinet conservateur, en cet immeuble?

Le premier ministre a passé en revue les projets de loi du gouvernement que, selon lui, seule l'opposition libérale empêche de se réaliser. Il a exonéré les deux autres partis d'opposition de tout blâme semblable. Il dit: «Qu'on nous en donne simplement l'occasion, et nous allons accomplir toutes ces choses.» Une des questions dont il a parlé—et je n'en choisirai qu'une parce que je n'ai pas le temps d'exposer la fausseté des autres raisonnements et exemples qu'il a donnés...

**L'hon. M. Fleming:** Votre temps est illimité.

**L'hon. M. Pearson:**... pour montrer ce qu'ils avaient cherché à faire—c'était la question des pensions transférables. Il a dit que si seulement le gouvernement en avait eu la possibilité, cette mesure aurait pu être adoptée. Il s'agissait d'un article du discours du trône. Un programme national de pensions transférables, auquel mon parti s'est engagé,